



**PRÉFÈTE  
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

**Unité Départementale Aube - Haute-Marne** CHAUMONT, le 9 janvier 2026

Nos réf. : SHM/ET/MT n° 26-3

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SEB site Musset – 52100 SAINT-DIZIER**

Code AIOT : 0005703980

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04 novembre 2025 dans l'établissement SEB implanté Rue Alfred de Musset - 52100 SAINT-DIZIER. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite a été mise en place en vue d'en achever la cessation au titre de la police des installations classées.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SEB
- Rue Alfred de Musset - 52100 SAINT-DIZIER
- Code AIOT : 0005703980
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SEB a été autorisée en 1984 (récépissé du 27 novembre 1984) pour :

- une installation de salaison, et préparation de viandes et abats (ancienne rubrique 367 de la nomenclature des ICPE),
- puis en 1986 (AP du 8 janvier 1986), une installation de refroidissement évaporation relevant de la rubrique 2921-1.b de la législation sur les ICPE.

La société avait pour principale activité la transformation de produits carnés, pour distribution en circuits frais ou surgelés, en grandes ou moyennes surfaces. Sur le site Rue Alfred de Musset, il s'agissait spécifiquement de la production de steaks hachés à partir de carcasses de bœuf. Les opérations successives étaient la découpe, le hachage, le broyage, le formage puis la surgélation, le conditionnement et le stockage.

L'emprise présente une surface totale d'environ 15 000 m<sup>2</sup>, située à l'ouest du centre-ville, en zone artisanale.

En juin 2011, la société SEB a été mise en redressement judiciaire, puis en liquidation judiciaire le 03 novembre 2011.

En 2014, les terrains et les bâtiments sont acquis par la SCI ABITA, laquelle – aux dires du liquidateur - n'a jamais exécuté la vente.

A la suite d'une visite d'inspection le 3 décembre 2013, l'inspection a demandé au liquidateur, dans son rapport du 4 février 2014 la mise en place d'un certain nombre d'actions.

En octobre 2015, un important incendie a ravagé le site, conduisant à l'effondrement de certains bâtiments.

L'objectif de la visite était de faire le point sur cette cessation d'activité.

### **Thèmes de l'inspection :**

- AN25 Libération foncier SSP

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                                    | Référence réglementaire        | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|----------------------------------------------------------------------|--------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 1  | Clôture du site                                                      | Autre du 04/02/2014, article 0 | Mise en demeure, respect de prescription                                                                                   | 1 mois                |
| 2  | Évacuation des déchets dangereux et vidange des fluides frigorigènes | Autre du 04/02/2014, article 0 | Mise en demeure, respect de prescription                                                                                   | 3 et 6 mois           |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle           | Référence réglementaire        | Autre information |
|----|-----------------------------|--------------------------------|-------------------|
| 3  | Définition de l'usage futur | Autre du 04/02/2014, article 0 | Sans objet        |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant (le liquidateur) a satisfait à plusieurs demandes de l'inspection en 2014 mais il en reste deux non soldés :

- la mise en sécurité du site qui n'est, à ce jour, toujours pas réalisée. L'inspection propose de mettre ne demeure l'exploitant (le liquidateur) de mener celle-ci à bien ;
- l'usage futur : A ce sujet l'inspection propose de considérer - à moins que la commune et le liquidateur qui recevront copie de ce rapport ne s'y opposent - un usage futur de type industriel/artisanal.

Eu égard à l'état du site, l'inspection propose également de restreindre les usages du site par l'imposition de servitudes d'utilités publiques.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Clôture du site

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Autre du 04/02/2014, article 0                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, 0                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Compte tenu de ce qui précède, l'inspection propose à Madame la Préfète de la Haute-Marne d'adresser un courrier à Maître DECHRISTE lui demandant : <ul style="list-style-type: none"><li>• de restaurer la clôture avant le 30 mars 2014 ;</li></ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Constats :</b><br>Le site n'est pas du tout clôturé. Il est entouré d'un merlon de terre en interdisant l'accès pour les véhicules mais est absolument ouvert à l'accès des piétons.<br>Lors de la visite d'inspection, le site n'a pas pu être correctement visité. Il a partiellement brûlé le 25 octobre 2015 et est en grande partie démoli. Les bâtiments restants sont à l'état de ruine menaçant parfois de s'effondrer. Depuis l'incendie, le site n'a pas été sécurisé et s'est fortement dégradé. Il présente un risque pour la sécurité des personnes qui pourraient être amenées à circuler sur le site et un risque de salubrité avec l'amiante contenu dans les gravats et sur les toits menaçant ruine.<br>D'ailleurs, l'EPFGE, mandatée par la ville de SAINT-DIZIER a commandé une étude au bureau d'étude Perle Environnement. Cette étude, datée du 25 octobre 2024 recommande, eu égard à la présence d'amiante de clôturer le site avant toute intervention.<br>L'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant de mettre le site en sécurité en installant une clôture et en en assurant un gardiennage. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |

## N° 2 : Évacuation des déchets dangereux et vidange des fluides frigorigènes

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Autre du 04/02/2014, article 0                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, 0                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Compte tenu de ce qui précède, l'inspection propose à Madame la Préfète de la Haute-Marne d'adresser un courrier à Maître DECHRISTE lui demandant :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>d'évacuer avant le 30 mars 2014 les déchets dangereux encore présents sur le site, incluant la purge des installations de réfrigération</li></ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>En réponse au rapport de l'inspection, le liquidateur a transmis en 2015 un rapport de l'évacuation des DIB et DIS réalisé par la société SAPPE en novembre 2014 et janvier 2015. Plus récemment, l'EPFGE, mandatée par la ville de SAINT-DIZIER, a commandé une étude au bureau d'étude Perle Environnement. Cette étude, datée du 25 octobre 2024 recommande :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>la réalisation d'un diagnostic déchets et de l'évacuation hors-site des déchets ;</li><li>la réalisation d'une visite de site en amont de la phase d'investigations pour vérifier l'accessibilité des zones à risques de pollution notamment au niveau du sous-sol du bâtiment principal ;</li><li>une sécurisation pyrotechnique des sondages réalisés à l'extérieur des bâtiments ;</li><li>la réalisation d'investigations sur les sols, comprenant 36 sondages de 2 à 5 m de profondeur, environ 80 échantillons de sol et 150 packs d'analyses ciblées, afin d'évaluer l'état environnemental du site.</li></ul> <p>L'inspection considère que le sujet de la mise en sécurité n'est pas satisfait et propose de mettre en demeure l'exploitant de fournir sous 3 mois un plan de mise en œuvre des actions préconisées par le bureau d'étude et, sous 6 mois, de procéder à la mise en œuvre de ces recommandations. Par ailleurs et eu égard à l'état du site, l'inspection propose également de restreindre les usages du site par l'imposition de servitudes d'utilités publiques.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <p><b>Proposition de suites :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>Mise en demeure, respect de prescription <b>Proposition de délais : 3 et 6 mois</b></li><li>Servitudes d'utilité publique</li></ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |

### N° 3 : Définition de l'usage futur

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Autre du 04/02/2014, article 0                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, 0                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Ce projet de courrier a également pour objet de rappeler à Maître DECHRISTE ses obligations au regard de l'article R. 512-39-2 relatif à la définition de l'usage futur du site. A ce titre, le maire ainsi que l'actuel propriétaire des terrains doivent officiellement être informés par le liquidateur judiciaire des travaux déjà réalisés ainsi que sur la ou les propositions sur le type d'usage futur du site.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection n'a pas connaissance d'un envoi de cette proposition au Maire et au propriétaire du site.</p> <p>Étant donné que le site a connu un usage industriel, qu'il été vendu en 2013 à une SCI et qu'il est actuellement à l'état de ruine, l'inspection propose de considérer - à moins que la commune et le liquidateur qui recevront copie de ce rapport ne s'y opposent - un usage futur de type industriel/artisanal.</p>      |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |